

Crise, accumulation et forme d'Etat dans l'Argentine

<https://www.contretemps.eu>

post-néolibérale

redaction

Tout était si facile dans les années 1990. Le néolibéralisme a rendu la vie facile aux sciences sociales et à la pensée critique et les a unifiées au moins sur un point crucial : la convertibilité et le plan économique de Cavallo[1] ont signifié une rupture radicale avec le modèle de substitution des importations qui, déjà presque mort, était sous respiration artificielle. Les années Menem ont achevé ce que le coup d'Etat de 1976 avait commencé. Et bien que nous puissions toujours trouver des continuités, nous savons et convenons que la tonalité de la décennie est celle de la rupture. Plus que cela : cette décennie est clairement caractérisée par un échec politique et pas seulement par une impasse économique.

Les chercheurs doivent maintenant se casser la tête avec des contradictions insolites et des complexités. Les traits de la rupture ne sont pas aussi clairs. Les continuités non plus. Le résultat, c'est que beaucoup d'analyses se contentent de faire une comptabilité des mesures de politique économique : l'une de gauche, l'autre de droite. Moitié moitié. Résultat zéro. De plus, les analyses de cette "histoire récente" sont surchargées du poids politique et idéologique du vacarme actuel. Tandis que les sympathisants de l'administration Kirchner y voient un gouvernement national-populaire et un modèle de développement intégral avec la création de presque trois millions d'emplois, ses détracteurs signalent la continuité néolibérale du modèle d'extraction du soja et du pétrole et de la distribution régressive des revenus. Et si la création d'emplois et le modèle d'extraction étaient les deux faces d'une même médaille ? Nous n'arriverons à rien avec ces exercices mathématiques. Il faut connaître un peu plus les formes de l'Etat, les rapports entre économie et politique afin de dépasser ce compte ennuyeux de mesures gouvernementales. Autrement dit, il faudrait comprendre avant tout la logique interne qui intègre des mesures contradictoires.

Accumulation et lutte des classes

Les analyses fonctionnalistes et celles de la logique du capital expliquent la crise politique de 2001 à partir d'un dysfonctionnement du type d'accumulation et de sa forme étatique et, par conséquent, la comprennent comme une restructuration générale des rapports sociaux de production. La lutte des classes apparaît en tant que *symptôme*, les acteurs sociaux en tant que porteurs d'une nouvelle rationalité fonctionnelle pour la restructuration. Dans cette interprétation, les formes de l'Etat dérivent du modèle d'accumulation, et les classes populaires sont extérieures à la nouvelle configuration étatique. Elles sont des objets de domination. La nouvelle « hégémonie », imposée par une restructuration du capital, concerne plus la configuration des blocs des classes dominantes qu'une articulation sociale globale. En définitive, dans cette vision étroite, l'Etat se réduit au seul agent élitiste de domination au lieu d'être l'expression de nouveaux rapports de force sociaux concernant l'ensemble des classes et des secteurs des classes.

Le plus curieux actuellement est pourtant la juxtaposition d'une approche structuro- fonctionnaliste -du type de celle que nous venons de mentionner- et de la sensibilité marxiste de la lutte des classes. Ainsi, tandis que l'on dépeint le printemps des rébellions, des révoltes, des insurrections et des journées révolutionnaires, et même des révolutions, pour caractériser la mise en mouvement populaire de 2001, la logique dérivationaliste[2] s'impose quand il s'agit de caractériser la restructuration de l'Etat et sa connexion à la logique de l'accumulation. Les classes subalternes restent toujours étrangères, externes à l'analyse de la restructuration et, de cette manière, l'histoire passionnée des dernières années n'est que la froide et lointaine histoire des fractions du capital. Les classes populaires qui ont gagné la rue, la classe laborieuse qui a acquis une nouvelle force sociale, semblent étrangères et éloignées des densités de l'Etat, de sa nouvelle morphologie, de ses conflits.

Au fond, beaucoup d'analystes rejettent de façon existentielle l'idée selon laquelle les formes de l'Etat sont une expression dynamique des rapports de force sociaux et politiques. Il s'agit alors de comprendre les tendances contradictoires entre la *fonction* de reproduction sociale capitaliste et les *formes* que doit prendre l'Etat capitaliste pour remplir cette fonction.

Fonction et *forme* peuvent être en contradiction et le degré de cette contradiction peut nous dire beaucoup à propos de la configuration de l'Etat et du caractère de l'articulation hégémonique.

Révolution passive

La thèse continuiste ne nie pas certains changements par rapport au climat politique des années 1990, mais caractérise les politiques actuelles comme étant néolibérales, ce qui met l'accent sur les éléments du régime antérieur qui n'ont pas été démantelés. Certains, considérant un peu prématurément que le « néolibéralisme est mort dans le monde entier », admettent qu'il y a aujourd'hui un certain interventionnisme étatique, mais pensent que celui-ci est au service des mêmes objectifs et des mêmes intérêts de classe. Atilio Borón admet l'intervention étatique, par exemple, dans la nationalisation des AFJP[3], mais avec le seul objectif de sauver le capital financier de la crise (Borón, 2009). Il voit dans l'administration Kirchner une continuité, sans y trouver une lueur de réformisme (Borón, 2008). Maristella Svampa souligne que le "modèle néolibéral et le régime accompagnant son installation jouissent toujours d'une bonne santé", à travers la défense du modèle d'extraction-exportation et de la précarité au travail (Svampa, 2008; 69). Petras, de façon un peu superficielle, le définit comme « un libéralisme pragmatique » (Petras, 2009; 153). Dans tous les cas, la physionomie de l'Etat ne semble être en relation avec le processus social que de façon tangentielle. Pour ceux qui ont soutenu que le conflit entre le gouvernement et la bourgeoisie agraire n'a représenté qu'une lutte entre fractions capitalistes, à cause de l'épuisement des ressources destinées au remboursement de la dette extérieure et aux revenus de la

Crise, accumulation et forme d'Etat dans l'Argentine

<https://www.contretemps.eu>

post-néolibérale

redaction

bourgeoisie, la déconnexion entre les formes de l'Etat et la lutte des classes est évidente (Castillo, 2008). L'Etat est ainsi imperméable aux luttes des classes, qui restent en dehors de la sphère institutionnelle. La dénonciation de la « cooptation » des mouvements sociaux et des droits humains a empêché de se demander comment le passage des frontières a-t-il été possible (sauf pour cause de « trahison ») si les formes d'Etat sont hermétiques à la pression sociale. La théorie du « double discours », du « mensonge » ainsi que de la « manipulation », sociologiquement ingénue, naît de cette incongruité. Une perspective théorique qui annule la relation entre l'Etat et la lutte des classes a tendance à chercher au sein des politiques publiques de n'importe quelle administration l'indice le plus ténu de continuité pour démontrer le caractère continuiste et capitaliste de l'Etat. D'un autre côté, les initiatives progressistes sont uniquement considérées comme éléments d'un programme de gouvernement, et jamais comme contraintes sociales. Le cadre complet de la nouvelle configuration hégémonique se perd de cette façon.

Antonio Gramsci a expliqué l'intégration par l'Etat des revendications populaires avec le concept de « révolution passive » ou « révolution-restauration », annonçant de cette manière son caractère intrinsèquement contradictoire. Nous avons par ailleurs défendu l'usage analogique, métaphorique de ce terme (Sanmartino, 2008). Il nous suffit de dire qu'il s'agit d'une belle métaphore qui facilite la compréhension d'un double jeu : en premier lieu, le pouvoir est capable de produire des changements et de faire face à des processus de modernisation capitaliste, en désactivant l'action autonome et disruptive des forces émergentes ; et en deuxième lieu ces changements sont toujours une adéquation et une assimilation de la pression qui vient d'en bas. Il s'agit de deux mouvements complémentaires qui ne peuvent pas exister l'un sans l'autre. Il ne s'agit pas chez Gramsci d'une prescription politique, ainsi que l'ont interprétée Godio et Robles à l'égard de l'administration Kirchner (Godio & Robles, 2009), mais d'une analyse politique, même si cela a toujours des conséquences importantes sur l'action politique. La révolution passive se différencie du populisme car elle ne met pas en avant le mouvement social sur lequel elle s'appuie, mais le processus par lequel ce mouvement a été rendu passif et a été reconduit institutionnellement. Si les mandats successifs du couple présidentiel ne sont pas l'expression directe de l'assentiment populaire, mais sa canalisation à travers le seul parti national restant après la crise, ces mandats ont pu exister à condition d'absorber les motifs incandescents laissés en suspens après les chaudes journées de 2001. La réforme de la Haute Cour de Justice, l'envoi en disponibilité des dirigeants militaires, l'annulation des lois d'impunité, mais aussi la rhétorique anti FMI, la réactivation du discours populaire progressiste, l'amitié avec Chavez et la nouvelle plateforme de politique extérieure, ne sont que quelques-unes des mesures exprimant les exigences d'un fonctionnement gouvernemental basé sur des formes institutionnelles et idéologiques différentes de celles articulées par les gouvernements Menem et De La Rúa. Ces différences ne nient pas pour autant les continuités, mais les placent dans un autre contexte.

Voici alors notre idée centrale : le nouveau rapport de force, né de la résistance populaire au néolibéralisme, du mécontentement et de l'opposition de fractions intérieures du capital, a guidé le passage d'un modèle d'accumulation typiquement néolibéral à un modèle néo-développementiste. Ce nouveau modèle d'accumulation s'inscrit dans de nouvelles institutions, idéologies et rapports sociaux sous la forme d'un Etat, que j'appelle – peut-être à défaut d'un nom plus séduisant- à *faible compromis* et qui maintient autant d'éléments de continuité avec le schéma néolibéral de marché que de discontinuité. L'important n'est dès lors plus la comptabilité de ses vertus et de ses défauts, mais son inscription dans la reconfiguration de la forme de l'Etat, basée sur un nouveau bloc de pouvoir et une articulation hégémonique, qui présuppose l'inclusion passive des intérêts et des demandes populaires exprimées en 2001, ainsi que des exigences de normalisation capitaliste. Cette nouvelle configuration n'a pas de futur clair, et risque de revenir sur ce qui a déjà été construit, puisque les frontières entre les nouvelles et les vieilles formes d'Etat sont plus fragiles que ce que le discours officiel est prêt à accepter, si on les compare avec les ruptures au sein du bloc au pouvoir, qui sont en train de se produire dans des pays tels le Venezuela ou la Bolivie.

La fonction et la forme de la domination

La théorie marxiste de l'Etat, qui a considérablement avancé depuis le début du XXème siècle, peut nous apporter des outils adéquats pour comprendre le caractère objectif de la domination, sans exiger de nous que nous cherchions chez chaque personne politique un agent direct de la domination de classe ni trouvions dans le moindre fait de corruption le signe d'un « capitalisme d'amis ». La fonction de l'Etat est de permettre la reproduction des rapports sociaux de production capitaliste et, dans des pays périphériques comme l'Argentine, de se connecter aux courants du capital international, tout en favorisant son insertion dans la division internationale du travail. Mais comme cela doit se faire à l'échelle nationale, l'Etat peut seulement y arriver en utilisant cette échelle, en connexion avec les classes sociales et l'histoire sociale, culturelle et politique du pays. C'est seulement dans certains cas exceptionnels que ces courants de capital arrivent à se connecter aux échelles internationale et nationale de façon directe, par la colonisation ou l'invasion militaire (Evers, 1987). Comme nous le savons déjà, toute médiation est une négation partielle et en conséquence, afin d'accomplir la fonction de reproducteur des rapports sociaux capitalistes dictée par le marché mondial, l'Etat doit partiellement nier ses pulsions en prenant en compte la composition des rapports sociaux locaux. Le cadre national de l'accumulation a donc été influencé par la crise politique et la capacité de restructuration et de relance du processus d'accumulation. Cette situation a conduit l'Etat à intégrer des forces sociales émergentes et à atteindre de nouveaux équilibres hégémoniques ne pouvant se soustraire aux pressions sociales locales. Sans cette dynamique contradictoire, il me semble impossible de comprendre de façon juste des conflits tels que celui qui a éclaté à partir de l'augmentation des droits d'exportation du soja. Pour comprendre la dynamique économique-politique des dernières années, on peut retourner au dernier texte de Poulantzas, qui analyse l'Etat comme une condensation de rapports de force, où la capacité d'une classe à réaliser ses intérêts est en conflit avec celle des autres (Poulantzas, 1987; 180). Bien que les luttes conservent toujours leur suprématie par rapport aux institutions de pouvoir, elles ne cessent pas pour autant de s'inscrire dans leur champ. Nous pourrions ainsi abandonner la perspective *essentialiste* par laquelle les luttes sociales sont face au pouvoir d'Etat d'une manière extérieure, conception partagée,

Crise, accumulation et forme d'Etat dans l'Argentine

<https://www.contretemps.eu>

post-néolibérale

redaction

malgré bien des querelles, par le marxisme orthodoxe avec sa perspective instrumentaliste, et l'autonomisme avec l'idée d'un imaginaire social instituant, en extériorité radicale avec le pouvoir institué. Une perspective *relationnelle*, où la lutte des classes et les forces en conflit traversent autant la société civile que le corps étatique, peut être plus féconde et non moins radicale.

Le changement dans la forme d'Etat, le passage du néolibéralisme au néo-développementisme, est caractérisé par la métamorphose de trois niveaux complémentaires de l'appareil étatique : le rapport de force, les institutions dans lesquelles celui-ci se cristallise et les idéologies qui le légitiment.

Ces trois niveaux dessinent un type particulier d'Etat. La crise de 2001 n'est pas seulement le résultat d'une impasse économique, de la fuite des capitaux, des taux d'intérêts internationaux élevés et de la crise de la dette. Elle est le produit de l'incapacité à imposer la dollarisation ou à réduire le déficit fiscal au niveau requis afin de relancer le processus d'accumulation et de générer de nouvelles vagues d'investissement. Il semble alors évident que la lutte des classes a posé des limites à la réorganisation néolibérale du modèle d'accumulation, mais aussi à la transformation concertée, par l'intermédiaire d'une modification graduelle du taux de change. Le Mexique et le Brésil ont traversé une crise semblable, respectivement en 1994 et en 1999, en conséquence des contradictions systématiques d'un type d'accumulation financière basé sur des déficits croissants et sur l'endettement. Mais dans les deux cas, la capacité politique à faire face à la crise a contrasté avec les restrictions imposées au peuple local et c'est pour cette raison que la sortie post-crise des deux pays n'a pas été traumatique, et n'a pas non plus mis en évidence des changements de modèle et de la forme étatique, alors que ceux-ci ont bien eu lieu en Argentine.

La dévaluation de la monnaie et d'autres actions et institutions émergentes, ont favorisé la recomposition du bloc au pouvoir : le secteur exportateur et agricole est alors passé en position dirigeante de ce bloc, avec le soutien actif des fractions capitalistes tournées vers le marché interne. Le secteur financier s'est vu lésé, mais s'est assuré en même temps de sauver ses passifs. Les secteurs des entreprises publiques privatisées ont vu leurs actifs nets en dollars chuter, et ont arrêté de mener la croissance et même, dans certains cas, ont perdu des concessions.

Selon la définition de Varesi, « *le modèle de post-convertibilité commence à prendre forme à partir de six politiques centrales : la dévaluation, l'application de retenues à l'exportation, la conversion en peso de la dette privée libellée en dollars, le « sauvetage » du secteur financier, le défaut de paiement, le gel et la renégociation des tarifs* » (Varesi, 2009) [...]

Le ménémisme a incarné l'expression la plus radicale d'un Etat instrumentalisé par le capital le plus concentré : le bloc de pouvoir était clairement relié au capital financier, les fonctionnaires et l'appareil bureaucratique-administratif se sont intégrés légalement ou illégalement aux marchés ou aux intérêts des entreprises, l'équilibre social a été cassé de façon contondante par l'échec politique de la classe laborieuse durant la période 1989-91. L'Etat est apparu ainsi non pas comme le représentant de « l'intérêt général de la société », mais comme celui de la fraction du capital financier dominant. Cet Etat a ainsi laissé s'installer la fragmentation sociale et la segmentation du marché du travail, en s'appuyant sur un consensus négatif autour de la terreur de l'hyper inflation, sur l'idéologie selon laquelle l'enrichissement de quelques uns s'étendrait naturellement à tous, sur des rapports charnels avec les Etats Unis et le marché et la consommation comme horizon ultime. L'Etat néolibéral de la période 1991-2001, a fait coïncider sa *fonction* avec sa *forme*, en apparaissant ouvertement comme *comité politique des fractions les plus concentrées du capital*, pénétrant l'ensemble du corps étatique avec sa modalité néolibérale.

Le changement produit par la crise de 2001 affecte les fondements-même des formes par lesquelles l'Etat pouvait relancer le processus d'accumulation. Ainsi, il fallait ajouter au nouveau bloc de pouvoir, dominé par la bourgeoisie exportatrice, un facteur d'une importance indiscutable : l'émergence des classes populaires sur l'arène politique, qui a ouvert une nouvelle situation sociopolitique, a posé des limites et des conditions à la relance du processus d'accumulation. En conséquence, c'est un Etat néo-développementiste qui émerge, obligé de faire des compromis avec les classes subalternes. Il ne les a pas incorporées à l'Etat, comme l'a fait le gouvernement de Cámpora et Perón en 1973, s'appuyant sur un pacte social comme fondement de sa (précaire) stabilité, ou il l'a fait d'une façon si marginale (certains fonctionnaires mineurs placés au Ministère du Développement Social et d'autres sans aucune importance stratégique) que cela a été sans véritable conséquence sur le bloc au pouvoir. Nous expliquerons plus loin la *faiblesse* de ce compromis. Il est important de remarquer que les exigences formelles d'un compromis imposent de nouveaux équilibres dynamiques, des négociations, des mesures contradictoires, constitutives d'un type d'Etat qui assoit sa légitimité par le biais de ces équilibres et qui obtient donc une certaine autonomie, en faisant valoir ses propres intérêts partisans comme un élément de plus du rééquilibrage des forces étatiques et en profitant de l'arbitrage social.

Le changement fondamental d'une forme d'Etat néolibéral vers une autre néo-développementiste à faible compromis s'explique par une reconfiguration autant horizontale (entre classes dirigeantes) que verticale (entre classes antagoniques) des rapports de force qui réorganise les connexions entre économie et politique et modifie l'organisation institutionnelle.

Physionomie d'un nouveau modèle

Bien qu'une typologie complète des transformations opérées dans les formes sociales, institutionnelles et idéologiques, reste à faire, on peut d'ores et déjà remarquer certains éléments nodaux :

1) Sur le terrain économique-politique le premier changement fondamental est la valeur de la monnaie. Ici, en Argentine, la

Crise, accumulation et forme d'Etat dans l'Argentine

<https://www.contretemps.eu>

post-néolibérale

redaction

dévaluation du peso a été décisive. La structure productive de la post-convertibilité s'appuie sur une nouvelle parité, qui permet de dégager des excédents commerciaux et budgétaires et de les redistribuer. Elle relance la compétitivité internationale des produits exportables, permet de baisser considérablement les coûts salariaux et de réaliser des recettes en dollars, et crée une barrière monétaire qui a impulsé la substitution des importations et fait émerger des secteurs industriels locaux qui produisent pour le marché intérieur. Cette compétitivité a certes diminué avec l'appréciation du peso les deux dernières années par rapport à d'autres monnaies dévaluées par la crise, mais la brèche reste significative et même, depuis les mois d'août et de septembre 2009, la réévaluation des monnaies telles que le réal et l'euro la rétablissent. En même temps, la dévaluation a déprécié les actifs des entreprises étrangères privatisées, opérant clairement un transfert des dirigeants de ces entreprises vers les secteurs productifs nationaux.

2) L'Etat a également récupéré la politique d'émission monétaire, de contrôle du taux d'intérêt et de supervision des mouvements de capitaux. Tandis que le destin du peso convertible était lié à la fluctuation du dollar, le libre flottement ouvre des marges de manœuvre à la politique de change et de contrôle des crises. De plus, tandis que la surévaluation avait établi une économie d'endettement, la dévaluation a favorisé l'excédent des balances commerciale et courante et a renforcé les réserves.

3) Sur le plan social, l'Etat néolibéral naît de la défaite du mouvement ouvrier tandis que le néo-développementiste est le résultat d'une forte activation sociale. Le premier a consolidé l'exclusion politique des secteurs subalternes, en fermant les voies d'accès à l'Etat au secteur populaire et à ses alliés ; sur le terrain économique, il a joué un rôle hautement désintégrateur en régionalisant les ressources de santé et d'éducation et en désactivant les programmes sociaux traditionnellement établis pendant des décennies (démantèlement des programmes de logement, du système d'indemnités, la charge d'impôts et privatisation du crédit). L'Etat néo-développementiste soutient des politiques de régulation du marché et de subventions.

4) L'Etat néolibéral a opéré un fort processus de dépolitisation et de désidéologisation de la vie nationale, en transformant la prise de décisions, concernant les lignes fondamentales de la politique économique, en des problèmes de type technico-administratif et en les retirant du débat politique; tandis que l'Etat néo-développementiste se voit contraint, afin de redistribuer les excédents, de jouer un rôle actif et de politiser les prises de décisions, en devenant, encore une fois, l'objet des demandes populaires. L'un s'est basé sur la rhétorique d'intégration au marché mondial et aux Etats Unis, tandis que l'autre parie sur l'intégration multilatérale et se réserve un certain degré d'autonomie en matière de politique extérieure.

5) Le premier a été orienté vers l'augmentation de la productivité grâce à une politique de libre concurrence, de privatisation et d'endettement, tandis que le deuxième poursuit son objectif à travers la protection régulée d'importations et l'excédent des devises.

6) Sur le plan du travail, le premier a visé les négociations individuelles et par entreprise conditionnées à la productivité, et a flexibilisé les relations du travail, tandis que le deuxième place au centre les négociations collectives et le salaire minimum et a promulgué une série de lois et de décrets (modérés) à visée protectrice. Nous allons y revenir.

7) L'Etat néolibéral a capitalisé les cotisations sociales, en définançant l'Etat et le poussant à l'endettement, faisant ainsi primer la logique de la compétition sur celle de la solidarité; tandis que le néo-développementiste les récupère comme instrument d'action étatique.

Ces traits différentiels se sont accompagnés de la continuité de certaines politiques, telles que la conservation du schéma des services publics privatisés (malgré quelques étatisations non stratégiques), la décentralisation provinciale des services éducatifs et de santé qui a été maintenue, le manque d'attention aux ressources naturelles, l'orientation agro-minière-exportatrice, les légères modifications du modèle fiscal (sauf en ce qui concerne les retenues à l'exportation), le rôle essentiel joué par les banques privées dans la distribution du crédit, entre autres. Quant au modèle de développement post-néolibéral (Sader, 2009;71), nous assistons à une hybridation des tendances néolibérales et régulationnistes, même si celle-ci semble transitionnelle, car on ne peut pas encore savoir si les forces conservatrices et le capital concentré pourront imposer une nouvelle ouverture économique et un nouveau tour de dérégulation accompagnant la fureur exportatrice de matières premières, ou bien si les secteurs populaires et une classe laborieuse affaiblie mais émergente pourront imposer des limites à cette tendance. Ou alors si, finalement, l'actuel gouvernement et le suivant finiront par équilibrer les deux tendances.

Transfert d'excédents

Selon les termes de Varesi, les six éléments structurants du modèle néo-développementiste impliquent un transfert d'excédents vers les dirigeants des entreprises exportatrices et du marché intérieur. Mais il ne faut pas oublier que ce transfert est double. Ainsi, le gel des prix du service public et du transport, permis par les subventions aux entreprises des secteurs concernés, est lié à la crainte constitutive de la réapparition du malaise populaire. Il ne s'agit donc pas seulement de transferts vers les poches des entrepreneurs nationaux, mais aussi vers celles des travailleurs. Le gouvernement a cherché à calmer la colère des classes moyennes, ce qui représente un labeur ardu, et entraîne des dépenses publiques. Il en va de même pour l'inflation. Le contrôle limité des prix, qui a reçu tant de critiques de la part des médias et des entreprises, est le résultat de l'incapacité à influencer le marché alimentaire, hautement concentré et monopolistique et, en même temps, à limiter l'augmentation du prix des produits de base. Les subventions à la viande, au lait et autres produits, qui ne laissent pas le marché déterminer les prix, obéissent à un critère

Crise, accumulation et forme d'Etat dans l'Argentine

<https://www.contretemps.eu>

post-néolibérale

redaction

politique. Les retenues aux exportations ont été son expression majeure, le seul moyen de contenir l'élan de l'inflation dans un pays exportateur de biens de consommation courante. Les recettes fiscales ont permis de remplir les obligations financières et de verser des subventions à la bourgeoisie industrielle, mais ont aussi mis un frein à la spirale inflationniste, ce qui était central pour soutenir le salaire réel et, avec lui, la légitimité politique et le maintien du soutien des classes populaires. Les niveaux d'inflation, compte tenu du dollar élevé et de la demande en croissance sont historiquement bas (ce qui s'explique aussi par la baisse de la pression salariale, fruit des nouvelles conditions de fragmentation du marché du travail).

Le maintien d'une monnaie compétitive a favorisé le bloc de pouvoir mentionné précédemment. L'investissement est monté à des niveaux record et le processus de désindustrialisation, croissant dans la décennie 1990, s'est inversé. La redistribution des excédents, par l'intermédiaire des retenues et d'autres impôts qui ont permis l'augmentation de 300 % de la dépense publique, a fortement stimulé la demande. La relance de branches de production à forte demande en main d'œuvre a permis la création de quasiment trois millions d'emplois, ce qui a restauré le syndicalisme et la capacité de négociation des travailleurs.

Le nouveau pacte néo-développementiste a notamment été caractérisé par le retour à un système de retraite basé sur le système solidaire de répartition, qui constitue une mesure structurelle de transfert des ressources du secteur financier vers le secteur socialisé et permet à l'Etat national plus d'autonomie et davantage de contrôle des fonds, pour éviter dans le déficit fiscal chronique et l'endettement à des taux élevés connus dans les années 1990. Ainsi, le bilan du secteur bancaire, qui a auparavant été sauvé en tant que secteur clé, est également subordonné aux intérêts d'autres fractions de classes et de l'autonomie de l'Etat.

Pour conclure, la combinaison des droits à l'exportation agricole et pétrolière, des accords de prix et des subventions a favorisé un transfert d'excédents depuis des secteurs à rentes élevées et à fort impact sur les prix, vers des branches à rentabilité plus faible, mais davantage créatrices d'emploi (industrie, services et construction).

Marché du travail

La question du travail est un thème central de la restructuration du capital et du type de compromis étatique articulé à partir de la crise de 2001.

Le taux de chômage a baissé au-delà de la récupération des capacités de production non utilisées, montrant ainsi que des niveaux d'investissement élevés influencent la création de postes de travail, même si la vitesse de création a diminué.

L'augmentation de 500 % du salaire minimum a élevé les bas salaires au niveau national, favorisant en même temps les salariés non déclarés du privé, en retards par rapport aux salariés déclarés. Les salaires des fonctionnaires, par exemple, ont vu leur moyenne augmenter depuis 2007. L'effet global a été l'augmentation des plus bas salaires pour l'ensemble de la force de travail. La récente allocation de 180 pesos par enfant destinée aux familles au chômage, ayant un travail informel ou indépendant avec des revenus inférieurs au salaire minimum, augmente en même temps les revenus destinés aux familles nombreuses, et cela va modifier de manière importante les niveaux de pauvreté et d'indigence, pourvu que le montant soit actualisé selon les données de l'inflation. Le Conseil National pour l'Emploi, la Productivité et le Salaire Minimum Vital et Mobile a été activé après 11 ans et a donné de l'élan aux accords les plus défavorables.

Le point de retraite minimum a augmenté de 413 % entre 2003 et 2009 et plus de 1,8 millions de bénéficiaires qui restaient en dehors du système s'y sont intégrés.

Tandis que la dévaluation de 2002 a impliqué une réduction substantielle du salaire réel, l'augmentation postérieure des salaires par décret et l'appel à des négociations collectives, l'ont élevé au-delà du creux récessif de 1998-2002, le plaçant au niveau de la moyenne de la décennie 1990[4], bien qu'il soit toujours en retard par rapport à l'augmentation de la productivité. Il n'atteint pas encore les niveaux de 1993 (le taux le plus élevé de la décennie), une pointe éphémère, mais qui a eu à voir avec la reconstitution conjoncturelle du pouvoir d'achat après l'hyperinflation. Plus important encore, dans les années 1990, le salaire réel de la population ouvrière active s'est maintenu à des niveaux relativement élevés, à cause de la baisse générale des prix des produits induite par la surévaluation du peso. Cela a été possible aux dépens d'un chômage record et, par conséquent, par la diminution de la masse salariale totale, tandis que, dans la période néo-développementiste, le salaire réel est récupéré de façon modérée, mais accompagné d'une augmentation de la population active, qui élève sa participation au PIB. Selon le Centre d'Etudes pour le Développement Argentin (CENDA), qui calcule le salaire réel sur la base des instituts provinciaux de statistique et du Ministère du Travail, de 2003 à 2008, le salaire réel pour les travailleurs déclarés passe de l'indice 82 à l'indice 124, c'est-à-dire connaît une hausse de 51,2 % [5] avant la crise de 2008, moment où il est paralysé voire recule légèrement à cause du conflit agraire et de la hausse des prix.

Le salaire indirect a aussi augmenté, accompagnant la tendance générale. Une autre série de mesures, lois et décrets a visé à réguler les relations de travail et à fortifier la position syndicale : il s'agissait de revenir sur une série des mesures issues de la période de la « Loi Banelco », telle l'ultra activité, et de dégager la négociation sur le travail de la détermination complète du marché (Neffa et Panigo, 2009). En 2008, 1231 conventions et accords collectifs ont été conclus, homologués par le Ministère du Travail, en comparaison avec les 219 de 1998, réputée comme l'année de la décennie où la plus grande quantité de conventions

Crise, accumulation et forme d'Etat dans l'Argentine

<https://www.contretemps.eu>

post-néolibérale

redaction

avait été signée (dont plusieurs à la baisse). Ce qui est curieux dans le cas argentin et le type d'arbitrage mis en œuvre par le gouvernement, c'est que faute de réaction syndicale, ce sont les décrets du Pouvoir Exécutif qui ont fait sortir les syndicats de leur longue léthargie et ont dynamisé l'élan redistributif. Néanmoins, les décrets se sont fixés sur une situation générale favorable aux travailleurs et aux luttes particulières, telles celles des transports, des télécommunications, des pétroliers et des enseignants qui, depuis 2004, marquent la tendance montante de la lutte syndicale.

L'amélioration des conditions globales a réduit le travail au noir de 52,42 à 36,5%, ce qui infirme les appréciations contraires sur une plus forte précarisation (Svampa, 2008) mais reste insuffisant pour retrouver la situation antérieure à l'essor néolibéral. Entre 2003 et 2008, sur 100 emplois créés, 85 ont été déclarés.

La croissance économique des dernières années a inversé une tendance, des années 1980 et 1990, à la hausse du coefficient de Gini de distribution individuelle des revenus, qui recommence à diminuer dans le cycle actuel.[6] Cela se vérifie à travers diverses mesures (Altivir, Fishlow et al, Cerisola et al, CEPAL), même si cela reste encore au-dessus du niveau de 1993. Dans les périodes antérieures, qui vont de 1975 à 2002, indépendamment des cycles de croissance ou de récession, ce coefficient est passé de 0,35 à 0,5, laissant voir le fossé, davantage creusé, entre riches et pauvres (Gaggero, 2008). Le processus ouvert en 2003 inverse cette trajectoire, mais on est encore loin d'atteindre les niveaux d'équité d'il y a 40 ans.

Une tendance similaire peut être observée par rapport à la distribution fonctionnelle du revenu (proportion de la masse salariale totale dans le PIB). Dans ses diverses mesures, qui ne sont pas comparables aux courbes historiques (BCRA, Llach-Sánchez, FIDE, CEPAL), on peut observer une chute de la part de l'excédent brut d'exploitation et une hausse proportionnelle de la part des salaires. Selon la compilation effectuée par Lindemboin en 2005, la courbe se maintenait au-dessous du niveau atteint en 2001 et, même si ses données se sont arrêtées en 2005, les estimations indiquent qu'elle a été dépassée en 2006 et en 2007. La courbe de la distribution fonctionnelle a une forme similaire, selon le compte de Production du Revenu (la cuenta de Generacion del Ingreso (CGI)) de la Direction Nationale des Comptes Nationaux qui estime dépasser, dans les mêmes années, la pointe de 2001 (la comparaison entre les deux peut se faire chez Grasso, 2009).

Pour conclure, l'amélioration des indicateurs sociaux qui a accompagné la croissance économique met en évidence un double mouvement : la récupération de la capacité de négociation des travailleurs sur la base d'une matrice productive différente de celle des années 1990, une institutionnalisation des relations ouvriers-patrons et un rôle de l'Etat différent de celui de l'Etat néolibéral. Par ailleurs, la reconstitution des indicateurs sociaux reste insuffisante, ce qui empêche de transformer le marché domestique et la demande de biens de consommation en moteurs de la croissance économique. Le modèle de la forte précarité au travail et de la segmentation des revenus chez les travailleurs reste dominant, ce qui montre les difficultés structurelles à inverser les tendances d'un processus de globalisation capitaliste de plus de 13 ans, qui a imprimé ses caractéristiques à une économie dépendante, et exportatrice de matières premières ou de produits semi-finis. La dispersion des revenus salariaux est, en plus, à l'origine de taux persistants de pauvreté.

L'amélioration de la position de la classe laborieuse permet d'expliquer le changement des formes de conflits du travail, de la présence marquée du mouvement des chômeurs à la croissante participation des travailleurs en conflit (Palomino, 2007)[7].

L'insertion internationale du néo-développementisme

Le processus de concentration et d'internationalisation des dirigeants d'entreprises argentines, un modèle productif de type agrominier exportateur à faible valeur ajoutée et la dilapidation des ressources naturelles non renouvelables, constituent quelques uns des points centraux de l'insertion du néo-développementisme argentin, ainsi que des autres économies latino-américaines (à l'exception du Brésil et peut-être du Mexique mais pour d'autres raisons), dans la division internationale du travail, en tant que pays périphériques fournisseurs de matières premières et d'aliments pour les centres d'accumulation fondamentaux du capital situés en Europe, aux Etats Unis et dans le sud-est asiatique-chinois. Cette contrainte extérieure touche également les pays fournisseurs de gaz et de pétrole, tels que la Bolivie ou le Venezuela, et rend difficile un projet de développement indépendant, même là où les classes dominantes ont été délogées du bloc au pouvoir (mais pas de l'arène économique et sociale). Cela vaut encore davantage pour les pays où les bourgeoisies agro-extractives n'ont pas été affectées, mais favorisées, et où le contrôle étatique du commerce extérieur (Commission de graines, IAPI) a été démantelé. Le néo-développementisme, sans intention d'affecter la propriété (comme au Venezuela ou en Bolivie), a parié sur la stimulation de la production, dans le cas argentin du soja et du pétrole, afin de gagner des rentes extraordinaires par le biais des droits d'importation. Ce type de schéma redistributif, différent du schéma de libre marché néolibéral, a été mis en question par la grève menée par la bourgeoisie et la petite bourgeoisie agraire avec le soutien politique et idéologique des vastes secteurs des classes moyennes. Encore une fois, les retenues ne représentaient pas seulement un transfert vers la bourgeoisie industrielle, mais aussi vers les salariés et les classes populaires, puisque le salaire réel diminue avec la hausse du prix des terres et l'augmentation de la valeur des aliments. Qu'une coalition de la bourgeoisie rurale ait pu rendre hégémonique un bloc d'opposition conservatrice et réactionnaire constitue un chapitre de psychologie politique, une analyse de la culture et des traditions congénitales des classes moyennes qui dépassent l'objectif de ce travail.

En résumé, le néo-développementisme se distingue par un approfondissement du type néolibéral d'exploitation des matières premières, mais il s'impose de réaliser une ponction sur les rentes, au bénéfice d'un équilibre de classes différent du précédent, préservant les gains industriels et la création d'emplois. Ces équilibres sont précaires et déstabilisateurs, et laissent intacte la

Crise, accumulation et forme d'Etat dans l'Argentine

<https://www.contretemps.eu>

post-néolibérale

redaction

source de pouvoir du capital financier et la bourgeoisie plus concentrée encore : c'est justement leur talon d'Achille, qui n'a jamais été aussi bien représenté que par l'inquiétude d'un Néstor Kirchner impuissant au moment du résultat négatif du vote, et par sa colère infinie l'amenant à envisager véritablement la démission de Cristina le jour suivant. Les contradictions conjoncturelles peuvent être mieux lues à partir de ce cadre conceptuel. Les oscillations font partie intégrante du néo-développementisme. La loi sur les médias va dans un sens, la réouverture des négociations avec le FMI et les Holdouts dans un autre ; les allocations pour chaque enfant par ci, la réforme politique par là. La nationalisation des AFJP à gauche, le veto à la loi de protection des glaciers à droite. La liste peut encore continuer, oscillant entre le compromis avec la source populaire de sa légitimité et la source de pouvoir de laquelle naît son financement et sa stabilité politique. Le pouvoir étatique sort parfois fortifié de ces oscillations. Mais parfois ces équilibres fragiles peuvent être cassés, car c'est inscrit dans la logique même du faible compromis, même si les fonctionnaires peuvent froncer les sourcils en signe d'étonnement.

La bourgeoisie et la petite bourgeoisie agraire, qui ont représenté une partie importante du bloc au pouvoir, ont compris que les nouvelles retenues décidées au mois de mars 2008 brisaient l'équilibre des intérêts et se sont mis à la tête d'un mouvement politique dont l'objectif était de rendre hégémonique ce bloc et de déplacer les contenus industriels et les intérêts salariaux. Le kilo de viande à 80 pesos fut une consigne extraordinaire à travers laquelle Alfredo De Angelis a résumé, avec une surprenante clarté, l'objectif de son programme économique et le résultat effectif de l'ouverture des marchés d'exportation. Il y a une situation inédite en Argentine. A cause des conditions internationales de hausse inédite du prix des matières premières et de la diminution de la participation de l'agriculture dans la valeur totale des exportations, le typique cycle stop and go a été évité (ce qui a également bénéficié à l'ensemble de l'Amérique Latine). Mais en même temps, la bourgeoisie agraire continue à avoir un poids économique et politique important, vu son rôle de génératrice de devises.

Non, ce n'est pas comme Péron

La tentation d'une comparaison facile en a désorienté plus d'un. Non, l'Etat à faible compromis n'est pas comparable à l'Etat populiste, et le ménage présidentiel ne reçoit pas la gratitude des multitudes réunies sur la Place de Mai. Moyano n'est pas Vandor, car ce n'est jamais la même eau qui passe sous le pont. Nous avons considéré que le compromis de classe était *faible* parce que les transformations qui ont eu lieu à partir de la dictature militaire de 1976 et spécialement à partir des années Menem ont été d'une telle envergure que leurs effets survivent dans les profondeurs de la société argentine, comme conquêtes durables des classes dominantes dans tous les champs, idéologique, politique, syndical, culturel. Le mouvement ouvrier est actuellement loin de la position privilégiée dont il jouissait au sein du gouvernement péroniste de 1973.

Le rôle joué par le syndicalisme argentin à ses meilleurs moments répondait à une situation particulière du capitalisme argentin, où la production industrielle et la substitution d'importations ont joué le rôle de locomotive de l'accumulation nationale, centrée sur la consommation populaire et sur le rapport salarial. La fin du long cycle expansif de l'économie par substitution d'importations et de plein emploi, qui a eu lieu également dans l'ensemble de l'Amérique latine, a débouché sur un processus de radicalisation politique et de lutte des classes rarement vu dans l'histoire de l'Argentine. Les choses ont changé depuis cette époque dorée et il ne serait pas prudent de devenir mélancoliques au sujet du bon vieux temps. Je crois que la faiblesse des classes subalternes et leurs difficultés à créer des alternatives qui permettent d'envisager un dépassement de l'existant, en début de ce siècle, est à la racine de ce *faible compromis* né de la crise de 2001. Dans ce modèle, les exportations agro-industrielles et de produits issus de l'extraction, qui sont accompagnées de l'augmentation des prix mondiaux (certes modérés par la crise internationale, qui n'a cependant apparemment pas modifié l'appréciation des termes de l'échange, tendance inverse à celle qui avait été prédominante pendant tout le XXème siècle) cohabitent, dans un équilibre précaire, avec une partielle substitution des importations et la création d'un emploi segmenté, avec du sous-emploi et de la précarité, et avec la division des branches de production entre celles à haute productivité, liées aux entreprises au capital concentré orientées vers l'exportation et celles à faible productivité, liées au marché intérieur.

La mobilisation populaire a balayé un gouvernement constitutionnel, mais elle n'a eu ni la densité sociale ni la capacité politique pour ouvrir un cycle radicalement différent du néo-développementisme post-néolibéral, hybride et fade. Mais il ne pouvait en être autrement après la catastrophique décennie 1990, qui a liquéfié le pouvoir social des classes populaires, fragmenté la classe laborieuse, transféré un pouvoir immense au capital financier concentré et a imposé un paradigme idéologique et culturel de consommation et de marché qui subsiste jusqu'à nos jours. Les alternatives à une telle révolution conservatrice ne pouvaient pas émerger spontanément. Un projet, et un mouvement pour le porter, ne naissent pas du jour au lendemain. La résistance au néolibéralisme, les nouveaux sujets sociaux émergents, le climat idéologique opposé au néolibéralisme depuis la fin du siècle dernier, constituent la base idéale d'une recomposition sociale, politique et idéologique des classes populaires. Mais cette tâche n'est ni facile, ni immédiate. On ne dispose pas toujours du temps nécessaire face aux grands événements. On ne peut écarter ni une avancée populaire ni une restauration conservatrice, même avec des airs progressistes. Le compromis des classes est toujours précaire et dynamique et dépend également des conditions extérieures du capitalisme mondial non contrôlées par les acteurs nationaux. La grève agraire, le climat idéologique conservateur installé dans des secteurs de la classe moyenne et le rôle qu'y jouent les médias constituent des preuves suffisantes pour reconnaître qu'il y a encore de grandes réserves parmi les forces du capitalisme le plus concentré et les idéologues du libre marché. Mais, l'actif populaire avec l'apprentissage de toutes les années de résistance au néolibéralisme n'est pas à mépriser. En définitive, ce qui rend passionnant la politique et qui décidera finalement du cours postérieur de l'histoire, c'est qu'elle est ouverte à la lutte, avec des limites et des conditions, bien-sûr, mais sans aucun type de déterminisme.

Jorge San Martino est sociologue UBA- IEAL, membre du collectif des Economistes de Gauche (EDI). Article paru in *Cuestiones de Sociología- Revista de Estudios Sociales N°5*, Departamento de Sociología, UNLP, Prometeo, mars 2010.

Article traduit par Bettina Ghio et Raphaëlle Marx

Bibliographie:

-Borón, Atilio (2009). Entrevista con Fernando Arellano Ortiz. En <http://www.emancipacion.org/modules.php?name=News&file=article&sid=2637>

----- (1998). *Burgués sí, pero, ¿reformista?* Página 12, 29 de abril. En

<http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-103258-2008-04-29.html>

-Castillo, Christian (2008). "Campos" que no son nuestros: un análisis del enfrentamiento entre el gobierno y las patronales agrarias. Encuentro Pre-Alas, 24, 25 y 26 de Septiembre, Argentina, UNNE. En <http://www.unne.edu.ar/prealas/files/F3%20Castillo.pdf>

-Evers, Tilman (1987). *El estado en la periferia capitalista*, México, Siglo XXI.

-Gaggero, Jorge (2008). *La progresividad tributaria. Su origen, apogeo y extravío (y los desafíos del presente)*. Documento de trabajo n° 23 - CEFIDAR, diciembre. En <http://www.cefid-ar.org.ar/documentos/DTN23.pdf>

-Godio, Julio; Robles, Alberto José (2008). *El tiempo de CFK*, Buenos Aires, Corregidor.

-Grasso, Federico (2009). *Desigualdad y crecimiento. La literatura, los debates y su medición*. CEFIDAR, documento de Trabajo N° 25. En <http://www.cefid-ar.org.ar>

-Neffa, Julio C; Panigo, Damian (2008). "Modos de desarrollo, crisis y empleo. Enfoques regulacionistas". En Toledo, Fernando C.; Neffa, Julio C. coordinadores. *Interpretaciones heterodoxas de las crisis económicas en Argentina y sus efectos sociales*, Argentina, Miño y Dávila.

----- (2009). *El mercado de trabajo argentino en el nuevo modelo de desarrollo*. Documento de Trabajo, Dirección Nacional de Programación Macroeconómica, Dirección de Modelos y Proyecciones. En <http://www.ceil-piette.gov.ar/areasinv/empleo/empleopub/09dmercadodetrab.pdf>

-Palomino, Héctor (2007). Panel "De la protesta social al conflicto sindical", en Primer Congreso Internacional de Relaciones del Trabajo de la Universidad de Buenos Aires "Nuevas perspectivas en el mundo actual de las relaciones del trabajo", Buenos Aires 26, 27 y 28 de septiembre. En <http://www.relacionesdeltrabajo.fsoc.uba.ar/docs/001-palomino.pdf>.

-Petras, James; Veltmayer, Henry (2009). *Espejismos de la izquierda en América Latina*, México DF, Lumen.

-Poulantzas, Nicos (1987). *Estado, poder y socialismo*, México, siglo XXI.

-Sader, Emir (2009). *El nuevo topo. Los caminos de la izquierda latinoamericana*, Buenos Aires, Siglo XXI-Clacso coediciones.

-Sanmartino, Jorge (2008). *Transformaciones económicas y dinámicas políticas después de la crisis*. En <http://www.lahaine.org/index.php?p=27528>

-Svampa, Maristella (2008). *Cambio de época, movimientos sociales y poder político*, Buenos Aires, Siglo XXI.

-Varesi, Gastón Ángel (2009). *La configuración del modelo post-convertibilidad: políticas y clases. Algunas claves para su caracterización, 2002-2007*. En este volumen.

[1] Note de Contretemps : le plan Cavallo désigne l'adoption par l'Argentine d'un plan d'austérité visant à lutter contre l'inflation, notamment par la mise en place, en 1991, d'un taux de change fixe entre le dollar et le peso (la loi de convertibilité).

[2] Les thèses dérivationalistes (Salama, Vincent) analysent l'Etat comme un champ autonome, mais dont la forme dérive *in fine* des rapports de classe. L'Etat reste donc dans cette approche l'instrument d'imposition de la domination de la bourgeoisie.

[3] Administradoras de Fondos de Jubilaciones y Pensiones de Argentina : ensemble de fonds de pension privés mis en place en 1993 sous la présidence Menem.

[4] La manipulation des données de l'Indec ne permet pas, pour le moment, de calculer efficacement le salaire réel national de la période 2008-2009, à cause de la faible fiabilité des taux d'inflation, même si diverses études se sont servies de sources diverses pour les mesurer, spécialement des données fournies par des instituts provinciaux.

[5] Le travail en Argentine (2009). Conditions et perspectives. Bilan trimestriel. Automne.

[6] Des données obtenues jusqu'au deuxième quadrimestre 2006.

http://www.depeco.econo.unlp.edu.ar/cedlas/archivos_upload_items/desigualdad_arg_1.xls. Sur le salaire réel et ses mesures différentes voir <http://www.tel.org.ar/est/inftrioc09.pdf>

[7] Los hechos de rebelión en Argentina 2002-2007. PIMSA, Documento de Trabajo Nº 28. En

<http://www.pimsa.secyt.gov.ar/publicaciones/DT28.pdf>